

La Lettre du C.D.E.S.
ISSN. 1240-0009 CPPAP. 721171
BULLETIN DU RESEAU

2^e

COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

BLACKS BLANCS BEURS !



UNIS CONTRE LE RACISME L'ETAT & LES EXPLOITEURS

Numéro 35 - Juillet-Aout 95 - 10 francs

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS:

NOUVELLE ADRESSE :

- A.I.T.,
Alberto Palacios 2,
28021, Madrid - Espagne

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL:

Le Bureau Confédéral est l'agent d'exécution et de liaison de la C.N.T., pour tout contact sur le plan national s'adresser à:

- C.N.T. (B.C.)
B.P. 116
72 003 Le Mans Cedex.

UNIONS RÉGIONALES:

Les U. R. sont l'expression de la C.N.T. Elles regroupent les divers syndicats & Unions Locales d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

- U. R. MEDITERRANEE:
CHANGEMENT DE SECRETARIAT:
C.N.T., Vieille Bourse du Travail,
13 rue de l'Académie, 13001 Marseille (Secrétariat régional).

- U. R. CENTRE:
CHANGEMENT DE SECRETARIAT:
C.N.T., Boite Postale 1303, 37013 Tours (Secrétariat régional).

- U. R. AQUITAINE:
C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional).

- U. R. MIDI-PYRENEES:
C.N.T., 7 Rue ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional).

- U. R. NORMANDIE:
C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional).

- U. R. PARIS & NORD:
(Région nouvellement constituée, voir notre précédent numéro):
C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS.

- DANS L'EST:
C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX

- EN RHONE-ALPES:
C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

Cénétisme votre...

FESTIVAL LIBERTAIRE DE DIJON

Ajouter un festival de plus à la longue liste de l'été n'était pas la démarche des organisateurs du deuxième festival libertaire de Dijon. Si diverses associations se sont réunies dans cette aventure, c'est bien pour proposer autre chose qu'une culture subventionnée ou sponsorisée. Les organisateurs entendent faire de ce festival un lieu d'échanges et de communication, une tribune pour des associations et collectifs qui luttent pour l'émancipation, l'égalité économique et sociale, et pas seulement un défilé de groupes musicaux. Le succès de la première édition, en juillet 94, a conduit à renouveler l'expérience avec la participation de la C.N.T. entre autres organisations.

LIBERTE POUR ERIC PETETIN

À la suite de son activité contre la dégradation de la Vallée d'Aspe, Eric Petetin vient de nouveau d'être condamné (trois mois de prison). Une campagne de solidarité est engagée pour obtenir sa libération. Une première réunion publique a été organisée à Pau par l'union locale C.N.T. au Complexe de la République le 28 juin.

BROCHURES

Le Syndicat Interco de Marseille édite et diffuse les brochures suivantes : "De l'autre rive, Germinal" (3 francs) et "Déclaration de principes du syndicalisme" (6 Fr) de Rudolf Rocker ; "Exclusion + Réinsertion = travail forcé" (6 francs) • L'U.R. normande édite les "Cahiers de l'Anarcho-syndicalisme". Sont déjà sortis les cahiers suivants : "Autonomie populaire", "Revenu social", "Antimilitarisme"

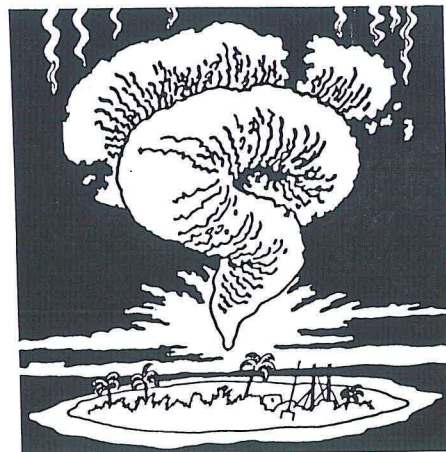
Le camping annuel de la CNT aura lieu à St Estèphe (Dordogne). Accueil assuré dès le 29 juillet jusqu'au 8 août. Avoir le temps d'échanger, de se connaître, de se comprendre, de réfléchir ensemble... est l'objectif du camping. Ceux qui y ont déjà participé savent dans quel esprit fraternel les diverses activités et les débats se déroulent. Cette année, nous espérons être encore plus nombreux à partager ces journées.

CAMPING PREMIERE SEMAINE D'AOUT

Rappelons que jusqu'à présent, le principe retenu est d'organiser un débat après le repas du soir pris en commun. Parmi les débats actuellement envisagés: les luttes du droit au logement à partir des expériences locales, le lobby militaire et ses implications (antimilitarisme...), le revenu social, les interventions en milieu étudiant et jeune...

Le terrain du camping municipal est situé dans un cadre agréable (lac permettant la baignade et des activités nautiques, grande forêt, sanitaires corrects). Les tarifs du camping retenu sont modestes.

Pour de plus amples renseignements écrivez à l'Union Régionale de Midi-Pyrénées ou à :
Syndicat Interco C.N.T., B.P. 16, 24650, CHANCELADE



3 Le 3ème tour social n'a pas eu lieu

La grande invention des dernières présidentielles a sûrement été celle du "Troisième tour social": une fabuleuse reprise des luttes qui devait embraser l'horizon social, à peine fermé le dernier bureau de vote, si tout le monde se tenait bien tranquille jusque là.

D'abord les élections, après l'action.

— C'était promis-juré par toute la gauche et l'extrême gauche politicienne et par ceux qui leur servent la soupe. Un mensuel (dont nous tairons le nom par pure miséricorde) en était tellement sûr que, reprenant le principal slogan d'Arlette, il titrait, en rouge sur fond noir, "Le 3ème tour social est engagé". On allait donc voir ce qu'on allait voir.

On n'a rien vu du tout.

Le clou de l'opération devait être la "grande-manifestation-unitaire-des-enseignants". Elle a été un bidon complet. Et les quelques autres tentatives préfabriquées ont été de la même eau.

Le "troisième tour social" a donc rejoint au magasin des accessoires inutiles les "lendemains qui chantent" et autres fariboles.

Mobiliser le peuple pour les élections, c'est la meilleure façon de le détourner de la lutte sociale et la meilleure façon de perdre du terrain.

Ne nous étonnons pas dès lors du "troisième tour réactionnaire" auquel nous assistons : prise du pouvoir dans trois grandes villes par le F.N.; commandos anti-avortements relaxés à Paris; décision de la cour de cassation qui interdit aux "mis en examen" de disposer personnellement des pièces de leur propre dossier; campagne sida censurée, reprise des essais nucléaires ... En quelques semaines, le troisième "tour réactionnaire" a fait des ravages !

Le syndicalisme n'a rien à gagner avec des compromissions politiques. L'anarcho-syndicalisme encore moins.

Pour une action sociale qui ne fasse pas simplement "trois petits tours et puis s'en vont", il est grand temps de mettre les bouchées doubles dans la construction de la C.N.T.

X.F.

RAINBOW WARRIOR 1. COULE PAR LA GAUCHE RAINBOW WARRIOR 2. ATTAQUE PAR LA DROITE

A l'heure où nous bouclons la partie nationale de cette maquette, le "Rainbow warrior deux" a été brutalement arraisonné par la marine d'Etat et ses occupants mis en état d'arrestation.

Le gouvernement poursuit donc sa politique, une politique dont l'objectif est de flatter le lobby militaro-industriel et de donner l'impression que la France est encore une grande puissance.

Quelle que soit l'issue de l'agression contre le Rainbow warrior, nous réaffirmons notre opposition à la politique militariste et aux essais nucléaires.

La rédaction.

RAPIDOS

**COLETTE CODACCIONI
CENSURE LA CAMPAGNE
DE PREVENTION DU SIDA
ET LANCE LE NOUVEAU
SLOGAN DU
GOUVERNEMENT**



**LE MINISTRE RAOULT:
"LES RMISTES DEVRONT
RANGER LES CHAISES
POUR LA FETE DE
L'ECOLE LIBRE"
(LE MONDE 1ER JUIL.)**



**CHIRAC FORMEL:
LES ESSAIS NUCLEAIRES
SONT SANS EFFET SUR
L'HOMME**



**SCANDALE DES HLM
JUPPE CONFIAIT:**

**LES LOCATAIRES
SONT D'ACCORD
AVEC MOI...**

**... PAS VRAI,
FISTON?**



Il n'y a rien de plus simple que de faire de la politique. On voit réussir des gens incapables de coller une affiche. C'est simplement que les systèmes de pouvoirs hiérarchiques et autoritaires sont paradoxalement des forteresses bien fragiles et qui ne demandent qu'à être prises. Il suffit pour cela d'appliquer certaines recettes, de respecter certains principes aussi évidents que machiavéliques. Le Front National a su le faire, parfaitement, et il a été, de plus, servi par les circonstances.

FAIRE FACE A L'AFFRONT NATIONAL

"REGROUPEUR TOUS LES MILITANTS UTILES"

Après la fin de la guerre mondiale, l'extrême-droite représentait une force électorale anecdotique. En revanche, sa force militante était aussi réelle que percutante, mais éclatée entre de multiples groupes antagonistes. Le F.N. est désormais devenu, en deux décennies d'efforts persévérants et après bien des ratés le lieu obligé de regroupement de ces diverses forces. Les catholiques intégristes y côtoient les païens aryanistes; les solidaristes européens font cause commune avec les royalistes de toutes les familles; les néo-nazis font un bout de chemin avec des conservateurs libéraux ou autoritaires; les nationalistes centralisateurs frayent avec des régionalistes; pétainistes et O.A.S. y ont trouvé un refuge accueillant... (Ceux qui veulent en savoir davantage sur ces courants et tendances consulteront utilement *"Les droites nationalistes et radicales en France"* de Camus & Mouzat, aux Presses Universitaires de Lyon). Ainsi, si en 20 ans le F.N. est devenu un parti politiquement puissant, c'est que rien de ce qui est à droite de la droite ne lui est étranger. Le Front a 80 000 adhérents.

"FLATTER LES GROUPES DE PRESSION PORTEURS"

Il convient alors de suivre les soubresauts sociaux, de type économique, culturel; de reprendre les revendications à son compte en les adaptant *a minima* et de proposer des solutions dites évidentes et de bon sens. Pour ce faire : toujours désigner un bouc émissaire et étouffer la réflexion. Tout programme fasciste peut se résumer en une imprecation : *"Ne réfléchis pas, laisse parler tes instincts, j'analyse à ta place"*. Pour consolider ce type de démarche, le F.N. a créé des structures associatives et catégorielles spécialisées, des sas de recrutement périphériques. Au dernier dénombrement il existait 18 "Comités" ou "Cercles" pour des publics particu-

lièrement variés : agriculteurs, anciens des guerres coloniales, étudiants, professions de santé, femmes, rapatriés... Le cercle le plus significatif de cette façon de procéder est sans nul doute le *"Cercle national pour la défense de la vie, de la nature et de l'animal"*. Tout est dit; le Front ne délaissera jamais un thème électoralement porteur. En 20 ans, son poids est passé de 0,8 à 16 % des électeurs. C'est que le F.N. sait tisser sa toile sur tous les mécontentements catégoriels. Grâce à quoi il dispose d'un important réservoir d'électeurs.

"USER DES MEDIAS & DE LA POLITIQUE SPECTACLE"

Dans ce parti, à la fois monolithique et attrape-tout mené par un batteur de foire, la politique politicienne est rapidement devenue un art consommé. On sait y faire en sorte que la faculté d'adaptation, le jeu électoral l'emportent, lorsqu'il en est besoin, sur la "pureté" idéologique. Une anecdote probante m'a été rapportée par un ami qui se trouvait en Provence lors des municipales. Bruno Mégret, N°2 du parti, devait mathématiquement emporter la commune de Vitrolles. Il maintenait entre les deux tours un discours extrémiste qui disait en substance sa volonté d'appliquer les principes du Front lorsqu'il serait maire, même lorsqu'ils sont en contradiction avec la loi nationale. Les vedettes médiatiques (comme Tapie...) ont axé toutes leurs interventions sur Vitrolles pour abattre le "symbole Mégret". Le F.N. ne s'est pas impliqué durant cette période à Vitrolles, mais, ailleurs, pas loin, il a adopté un profil bas, plus légaliste. En fait, Le Pen a sacrifié Mégret, fusible nécessaire sur lequel se sont concentrées toutes les attaques. Dans les autres villes, le F.N. a fait peu de vagues. Résultat, Mégret a perdu, mais le Front a gagné Orange, Marignane, Toulon. Bonne application du principe de Machiavel : *"Le prince le plus brutal aura un grand destin s'il sait être doux et affable lorsque les circonstances l'exigent. Alors, chaque victoire appelle une autre victoire, chaque conquête crée une nouvelle conquête"* (*"Le Prince"*).

"QUE FAIRE ?"

Le Front National est le dernier et monstrueux avatar de la réaction et du conservatisme économique.

Sa ligne stratégique est simplement la conciliation d'un opportunisme moderne et d'un fascisme ancien.

Il propose une alternance extrémiste et ses propositions se nourrissent en partie du vide, de l'absence sur le terrain social d'une véritable alternative révolutionnaire. La façon la plus efficace de lutter contre le Front - et peut être même la seule - c'est donc de construire un mouvement anarcho-sindicaliste crédible, qui offre à l'ensemble des exploités de véritables perspectives, loin de toutes les magouilles et de toutes les compromissions. Dans l'immédiat, deux écueils me semblent devoir être évités :

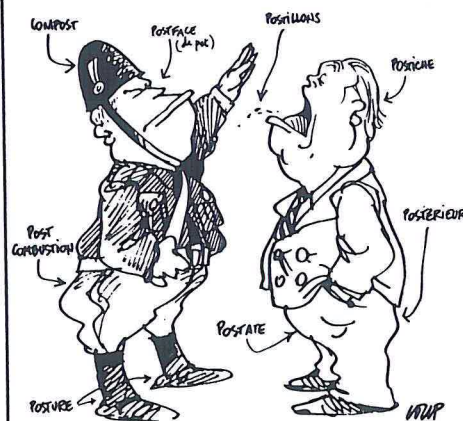
- Se réfugier dans le lyrisme larmoyant des spécialistes de l'indignation ponctuelle dont les propositions se résument à un constat répété à satiété : *"Il est encore fécond le ventre d'où est sorti la bête immonde"*. La vraie solution est pourtant évidente : il n'y a qu'à crever le ventre et, conséquemment, la bête sera étouffée.

- Croire que la solution réside dans l'interdiction légale du Front. Ce n'est pas en "interdisant" des idées qu'on les supprime, c'est en les démontant, en les combattant dans leur forme et dans leur fond.

Face au fascisme, la C.N.T. doit maintenir sa critique totale, globale et radicale de la société tout en défendant "bec et ongles" les quelques avancées progressistes qui ont pu être arrachées au cours des ans à la société bourgeoise, tout en lui en arrachant d'autres.

Castillo

NÉO OU POST FASCISTES QU'EST-CE QUE ÇA CHANGE ?





MIDI-PYRÉNÉES

Le combat syndicaliste

A

PILULE AMÈRE

LUTTES

— Dans de précédents numéros de notre journal, nous vous avons déjà parlé de l'O.C.P. —

L'Office Commercial Pharmaceutique est une entreprise spécialisée dans la répartition des médicaments. —

L'O.C.P. employait en 1993 six mille personnes dans 72 centres régionaux. Il y a deux ans, une multinationale allemande rachète la société.

Soucieux avant tout d'accroître leurs profits (l'entreprise a pourtant toujours été largement bénéficiaire), les nouveaux patrons ont élaboré un plan très clair : fermeture à l'horizon 1996 de 59 centres sur les 72, automatisation à outrance, suppression de centaines de postes de travail.

Depuis deux ans donc, au sein du Comité Central d'Entreprise, syndicats (C.G.T., F.O., C.F.D.T. majoritaire) et patrons élaborent un "plan social" au terme duquel les travailleurs concernés par une fermeture de centre auront le choix entre être licenciés (application de la loi plus prime exceptionnelle de 20 000 F pour dix ans d'ancienneté, et de 30 000 F au delà) ou mutation dans un autre centre.

A Montauban, court-circuitant les syndicats, les 45 travailleurs du centre O.C.P.

se réunissent en Assemblées générales. Ces assemblées, tenues régulièrement élaborent des revendications et décident les actions à entreprendre.

Dans un premier temps, le refus pur et simple de la fermeture du centre fut décidé; mais, devant les risques de transfert de l'activité vers un autre centre, l'Assemblée générale a préféré exiger des compensations : maintien du pouvoir d'achat, navettes gratuites et adaptées aux horaires pour transporter les salariés à Toulouse (où le centre O.C.P. doit être regroupé), prime compensatrice de 30 000 F.

La direction allait juger ces conditions inacceptables. Alors, pour bien montrer sa détermination, l'Assemblée générale décida d'aller bloquer le centre de Toulouse.

Le succès fut complet.

Au bout de quelques heures, la direction cédait sur tous les points.

Ce que des bureaucrates syndicaux, négociant depuis deux ans n'avaient pu obtenir, quelques salariés déterminés l'arrachaient sans coup férir.

Renforcés dans leur détermination, les Montalbanais voudraient faire bénéficier tous les salariés d'O.C.P. des avantages conquis de haute lutte.

A suivre donc.

Patrick.

POUR CERTAINS LES VACANCES...



POUR D'AUTRES LA GALÈRE !



PAUL SABATIER, LA FAC DE TOUS LES SCANDALES

Dans le courant de l'année universitaire, ce fut d'abord une simple rumeur, une de ces rumeurs auxquelles on ne prête généralement aucun valeur. Puis, la rumeur devint plus insistante. On commençait à entendre des précisions. Il se donnait des noms. Et puis, il y eut un enregistrement au magnétophone et la "descente" d'un groupe d'étudiants en plein milieu du "pot aux roses". De quoi emporter la conviction des plus incrédules : oui, il y avait à Paul Sabatier, côté fac de médecine, des cours très particuliers. Des cours réservés, contre espèces sonnantes et trébuchantes, à une "élite" fermée. Des cours où l'on traitait sinon les sujets des examens du moins des sujets qui s'en approchaient d'une façon extraordinaire. Simple hasard ? Statistiquement hautement improbable, cher confrère.

Le scandale éclate dans la presse. La parole est donnée aux autorités. Le président de l'Université Paul Sabatier informe les personnels et les étudiants qu'une enquête administrative est ouverte. C'est bien le moins qu'il puisse faire.

Plusieurs mois après, on en attend toujours les résultats. L'administration a parfois des lenteurs... Le concours de première année est maintenant passé, laissant derrière lui beaucoup d'amertume chez ceux qui n'ont pas eu droit au bon coup de pouce des cours privés très spéciaux.

Le scandale de la médecine n'est pas encore tiré au clair que l'U.P.S. se singularise par une nouvelle manoeuvre d'une légalité douteuse, côté fac. de sciences cette-fois ci.

On sait que l'inscription dans l'Université est libre pour

tout bachelier, dans la limite des places disponibles. C'est une mesure d'ordre public, vieille de plus de dix ans (Loi d'Orientation du 26 Janvier 1984). Les Universités n'ont donc pas le droit d'organiser une quelconque pré-sélection des bacheliers. Tout au plus peuvent-elles se contenter de distribuer un nombre limité de dossiers aux premiers qui se présentent au guichet.

A Paul Sabatier, la loi, on a une certaine tendance à s'asseoir dessus. Méprisant les dispositions légales, l'U.F.R. des Activités Physiques et Sportives a organisé sa petite sélection. Une "ancienne formule" (qui consistait en l'organisation d'un concours) ayant été condamné par le tribunal administratif, une "nouvelle formule", qui ne repose sur aucun texte, a été inaugurée cette année. Il s'agirait, dicit le président, d'un "conseil de professeurs du supérieur qui statue en fonction de critères et d'épreuves cohérentes et sérieuses".

Sérieuse cette sélection ? Les candidats n'y croient pas beaucoup et pour cause. Les critères n'ont pas été rendus publics. Aucune liste de classement, à l'issue de cette sélection, n'a été publiée. On ne sait donc pas qui va remplacer sur la liste des admis à l'U.F.R. les élèves qui n'ont pas eu leur bac. Et le précédent de la fac de médecine ne donne pas vraiment confiance à ceux qui n'ont pas de "relations utiles".

Pire. Peut-on encore parler de "sérieux" quand des parents annoncent que, sous leur pression, quarante trois dossiers leur ont été distribués début juillet sans absolument aucun critère de sélection !

La pagaille est donc à son

comble. La colère des 80 bacheliers qui n'ont pu obtenir de dossier aussi. Une mesure s'imposait en urgence. Le président de l'U.P.S. en a pris une : mettre une douzaine vigiles pour filtrer l'entrée des étudiants dans le bâtiment administratif. Devant la levée de boucliers, l'administration de l'U.P.S. explique maintenant que ces "appariteurs" sont là pour "aider les étudiants à s'inscrire", des fois que les nouveaux bacheliers ne sauraient pas écrire...

Dans une fac où il manque des dizaines de postes d'ITARF (personnels administratifs et techniques) et d'enseignants, un tel déploiement de moyens à de quoi étonner. Nous n'étions pas habitués à autant d'aisance dans l'affectation du personnel sur des fonctions créées de toute pièces. Ce précédent montre en tout cas que l'on peut faire vite. Quand on veut. Nous saurons le rappeler en temps utiles.

D'autant que les conditions de travail des personnels n'ont fait que se dégrader aux cours des dernières années. Et la privation a pointé le nez sur le campus. Parmi les "grands projets" du président, figurait celui d'une maison des personnels, avec salle de restauration. C'est presque fait. Mais, si dans les Universités, la restauration se traite habituellement avec le CROUS, à Paul Sabatier, le président a fait le choix de donner ce secteur juteux à une entreprise privée. Au grand dam des syndicats réformistes qui dénoncent cette attaque du service public.

Oui, mais qui a élu ce président aux brillantes idées et à la gestion incomparable, sinon les syndicats en question ?

Un militant C.N.T. (éducation)

Quand les Jeunes Libertaires descendent dans la rue, les initiés en civil ou ceux qui participent à la première manif de leur ville observent : "tient, le Stade manifeste". Nom de code pour les uns, découverte pour les autres : les couleurs rouges et noires ne sont pas que celles d'une célèbre équipe de rugby.

Quand Bernard Pivot fait remarquer à Mathieu Kassowitz qu'il aurait du tourner son film en rouge et noir car "*ce sont les couleurs de la Haine*", Kassowitz répond : "c'est aussi celles de l'Anarchie !"

L'association de ces deux couleurs à l'anarchisme militant date du début de ce siècle. À l'époque 1917-1922, il y avait à Barcelone des groupes libertaires d'action (drapeau rouge) et d'autres théoriques (drapeau noir). Lors d'un congrès commun, ils rassemblèrent les deux couleurs, symbole de l'union entre la théorie et la pratique.

Puis, avec la dictature de 1924, les militants de la CNT durent fuir la répression et émigrer. Aux Mexique, par exemple, ils menèrent de nombreuses luttes victorieuses, notamment sur les chantiers pétroliers de Tampoco. Un jeune nicaraguaïen, Antonio Sandino, fut très impressionné par leur combativité et leur efficacité. C'est pourquoi, quand il impulsa la première révolution populaire non communiste d'Amérique Centrale, dans les années 30, il adopta des pratiques autogestionnaires et les couleurs rouges et noires.

En 1936, lors de la révolution espagnole, c'est sous les plis de ce même drapeau que débuta la plus grande expérience autogestionnaire de l'histoire. Seules les forces armées fascistes -et la trahison des communistes- purent en venir à bout. Depuis que ce soit dans la résistance, à Berkeley, Tokyo, Rome, Berlin ou Paris en 68, dans la lutte contre la poll-tax à Londres ou contre le CIP à Toulouse, et toujours aujourd'hui dans les forêts du Chiapas au Mexique, il n'a cessé d'être brandi par les anarcho-syndicalistes dans leur lutte contre l'oppression et la misère, pour la justice et la liberté.

Toutefois, n'allez pas croire que nous sommes des fétichistes. Les anarchistes n'ont ni dieu ni maîtres ! Seulement, comme le disait Sebastien Faure : "Le drapeau des anarchistes n'est qu'un simple morceau de chiffon qui sert à rallier les camarades au cours d'une promenade ou d'une manifestation. Il leur arrive de le défendre, non pas qu'ils pensent qu'un mètre de tissu vaille la peine de se battre mais parce que ce n'est jamais à leur drapeau qu'on en veut, mais à leurs idées."

little Makhno

Hier soir, j'ai fait un truc qui ne m'était jamais arrivé: j'ai regardé "Envoyé Spécial". Néanmoins, le reportage valait bien la peine d'ouvrir sa télé (ne serait-ce que pour le plaisir de la fermer ensuite...): il s'agissait d'un reportage sur les militants anti-avortement aux États-Unis, mais surtout, sur les docteurs qui essayent de leur échapper...

En effet, après l'assassinat de deux médecins spécialistes de l'avortement on commence à se poser des questions. Les ligues anti-avortement, plus qu'un phénomène social, commencent à devenir de véritables forces répressives. Pensez un peu que les quelques docteurs qui pratiquent encore l'I.V.G. sont obligés de se cacher derrière des systèmes de sécurité, s'ils veulent travailler dans des conditions à peu près normales.

La tactique des ligues anti-avortement vis-à-vis des médecins est claire: ou tu changes de métier, ou tu fais gaffe à ta peau si tu veux pas te retrouver avec du vent dans ton crâne... Pour les femmes qui souhaitent avorter la pression est plus ou moins semblable: les militants se postent devant les cliniques et empêchent les patientes d'y entrer, en n'oubliant pas de les insulter et de leur cracher dessus au passage. Comme si interrompre sa grossesse n'était pas assez déstabilisant comme ça... Surtout quand on a 13 ou 15 ans et qu'on s'est faite violer (exemple commun...).

C'est pourquoi, pour pouvoir faire leur boulot (et donc continuer à préserver la liberté que représente l'avortement), les médecins sont obligés de porter gilets pare-balles et pour certains casques kevlar (en option) durant leurs heures de travail: simple précaution au cas où un quelconque détraqué réussirait à franchir le seuil de la clinique chapelet, crucifix et revolver en mains.

Bref, c'est pas marrant de vouloir se faire avorter aux U.S.A., et c'est encore moins marrant de vouloir devenir "médecin-avorteur", car le phénomène étant ce qu'il est, seul des étudiants courageux (voire suicidaires) ou ayant une véritable vocation se lancent dans ce genre d'études; par conséquent, les docteurs ont tous plus de 50 ans et commencent à se faire du souci quand on leur parle de relève. Certains continuent même à exercer passé 72 ans !

C'est vrai qu'il n'est pas donné à tout le monde d'accepter un train de vie à 100 à l'heure, des agressions constantes et des menaces de mort omniprésentes, simplement pour conserver une liberté que j'estime fondamentale.

Quoi qu'il en soit, le fanatisme des uns n'a pas à avoir de conséquence sur la liberté des autres. Le droit à l'avortement est primordial. Se plier aux volontés du fanatisme c'est se plier aux volontés du fascisme. Et d'ailleurs, les ligues anti-avortement ont un étrange lien avec le Klu Klux Klan mais peut-être est-ce encore là une pure coïncidence...

little cloud

avis à la population

• REVOLUTION ESPAGNOLE:

Comme chaque année, un meeting a commémoré à Toulouse la Révolution libertaire du 19 juillet 1936. Cette sympathique manifestation a eu lieu le dimanche 16 juillet dans la salle des Allées de Barcelone.

Au delà de l'aspect formel, cette réunion est avant tout une occasion de se retrouver entre copains espagnols ou français, vétérans ou jeunes. Dans ce sens, il est toujours une réussite.

La C.N.T. française était représentée par une délégation nourrie. Comme nous le faisons depuis trois ans maintenant, un document avait été spécialement rédigé (en espagnol) pour permettre aux compagnons de l'exil de suivre l'évolution de la situation de notre organisation en particulier au regard de notre scission. (Document disponible sur simple demande au journal).

Inutile de dire que le stand tenu par la C.N.T.f dans la salle a été très entouré et que notre stock de documents et de brochures a rapidement fondu ! Un grand merci pour finir à tous les copains qui ont profité de la circonstance pour s'abonner ou pour se réabonner.

La rédaction.

• ELECTIONS MUNICIPALES:

Lors des dernières municipales à Toulouse, une liste politique a orné ses affiches de drapeaux noirs et de drapeaux rouge et noirs. L'Union locale C.N.T. a réagi en publiant un communiqué ne laissant place à aucune équivoque. Comme l'a écrit La Dépêche du Midi avec beaucoup d'à-propos : "En rouge et en noir, la C.N.T. défend son drapeau". Voici le texte du communiqué :

"De nombreux (ses) Toulousain(e)s nous ont fait part, à juste titre, de leur étonnement en voyant apparaître sur les murs de la ville des affiches vertes frappées de drapeaux noirs et de drapeaux rouges et noirs qui appellent à voter pour une des listes présentes aux municipales.

"Rappelons que le drapeau noir est le symbole des anarchistes

qui, de tout temps et en toutes circonstances, se sont opposés aux élections et ont toujours appelé à l'abstention.

"Les choses sont tout aussi claires en ce qui concerne le drapeau rouge et noir. Si tout le monde sait que sur le plan sportif, ces couleurs sont celles du Stade (qui n'a pas dû être consulté lui non plus !), il faut savoir que, sur le plan qui nous intéresse, le drapeau rouge et noir est l'emblème d'une seule organisation: la C.N.T.-A.I.T.

"En aucun cas, la Confédération Nationale du Travail, organisation syndicale libertaire, n'appelle à soutenir quelque liste que ce soit.

"Elle dénonce la récupération de son symbole par un mouvement politique.

C.N.T., Union locale de Toulouse.

• VINGRAU

Été ou pas, la population de Vingrau ne désarme pas. Le 23 juillet, un concert reggae-fun était organisé sur la place du village avec les groupes "Les 100 grammes de tête" et "Human Spirit".

Actuellement, il semblerait que la Société OMYA veuille commencer les travaux vers le 15 septembre, période des vendanges pendant laquelle les viticulteurs sont peu disponibles. Une forte mobilisation sur le site de Vingrau est donc nécessaire à cette époque (Camping gratuit possible).

Comité Vingrau Toulouse

MODE D'EMPLOI

• C.N.T. : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Bordeaux.

• Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.

• A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste".

• Les Jeunes libertaires et le Comité Vingrau Toulouse se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• N'hésitez pas à prendre contact

• UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• ET UN N° DE TELEPHONE :

61 52 86 48 (répondeur)

• PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :

- C.N.T. : Permanences le Lundi, Mardi (chômeurs, précaires, actualité sociale), et Vendredi de 20 h. 30 à 21 h. 30; le Samedi de 17 à 19 heures.

- C.D.E.S. permanence le samedi de 17 à 19 h. -

Réunion "A BATON ROMPU" sur un thème d'actualité le premier vendredi de chaque mois à 20 h 30

- Jeunes Libertaires : permanence le samedi de 17 à 19 heures. Table de presse au Mirail (RU) le lundi midi.

- Comité Vingrau : réunions chaque lundi pair à 18 h 30.

- Tables de presse : aux puces, le dimanche en fin de matin.

ABONNEMENTS

• ABONNEZ VOUS, N'OUBLIEZ PAS DE VOUS REABONNER À "LA LETTRE DU C.D.E.S./ LE COMBAT SYNDICALISTE"

Un an ; abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

Pendant que les partis politiques se gargarisent de discours creux et sans lendemain sur "la fracture sociale" ou sur les "Travailleuse, travailleurs...", des luttes se poursuivent. Certaines de ces luttes, et c'est un comble, ont eu pour origine même le travail supplémentaire et les difficultés que l'abondance des professions de foi électorales a apporté.

Avec les élections présidentielles puis municipales, la production de promesses et d'élucubrations électoralistes a été telle qu'elle a pris dans la sacoche des postiers chargés de la distribution des plis électoraux un poids qui s'est surajouté, dans les grandes villes, à une tâche quotidienne déjà lourde.

Certains facteurs ont refusé ce travail supplémentaire que leur direction ne voulait pas rémunérer à sa juste valeur.

INTERVIEW D'UN RÉFRACTAIRE.

• **Combat Syndicaliste:**

Où travailles-tu ?

• **Facteur:** Au Bureau de poste de Toulouse Ranguieuil, 31400.

• **C.S.:** Quelle est l'origine du mouvement ?

• **F:** Au départ, tous les facteurs des bureaux de poste de Toulouse devaient refuser l'acheminement de tous les plis électoraux.

• **C.S.:** Pourquoi ?

• **F:** Le nombre d'heures payées correspondant à la réalisation de cette tâche supplémentaire était insuffisant. La direction ne voulait payer que 6 heures, mais le temps nécessaire au recyclage des plis (mauvaises adresses, erreurs sur les listes...) n'a pas été pris en compte. Or, d'après nous, cette tâche demandait deux heures de plus. Donc, les postiers de chaque bureau demandaient pour chaque tour électoral le paiement de 8 heures supplémentaires.

tions présidentielles, la quasi totalité des 70 facteurs a refusé de distribuer les prospectus électoraux. Pour le deuxième tour et pour l'unique tour des municipales, le mouvement s'est émoussé. Il faut dire que les médias n'ont pas informé la population, et des copains se sont découragés. Mais, malgré tout, jusqu'à la fin, une bonne trentaine d'entre nous ont poursuivi leur action.

• **C.S.:** Quelles ont été les réactions ?

• **F:** Beaucoup d'usagers étaient ravis d'avoir moins de paperasses à jeter à la poubelle. Aucun, au moins sur ma tournée, ne s'en est plaint à la direction. La direction, quant à elle a bien sûr essayé de faire pression sur nous, mais les chefs étaient décontenancés. L'un d'entre eux a avoué que cela faisait 17 ans qu'il n'avait pas connu un tel état d'esprit de rébellion dans son secteur. Nous craignons toute-

• **C.S.:** A ton avis, la suite ?

• **F:** Personnellement, je ne sais pas. Il faudrait faire circuler l'information, il faudrait que cela se sache. Pour ma part, je préfère gagner moins en refusant un travail supplémentaire plutôt que de voir celui-ci ne pas être reconnu à sa juste valeur. Les 18 heures que j'ai perdues, je m'en fous, c'est une question de dignité et de reconnaissance. Nous ne sommes pas les domestiques des candidats aux élections.

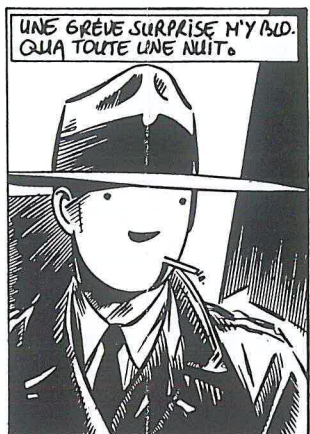
"Nous ne sommes pas les domestiques des candidats aux élections"

Après cet échange de propos, il nous semble indispensable de faire quelques commentaires.

Tout d'abord que ce conflit, par bien des aspects, attire toute notre sympathie (efficacité de l'action, responsabilisation des individus, respect des usagers...). Mais nous devons surtout rappeler dans nos colonnes la nécessité primordiale de l'indépendance de tout syndicaliste vis-à-vis des partis politiques.

En effet, au cours des dernières municipales, une formidable brochette de candidats se sont targués du titre de syndicaliste pour se faire élire ou tenter de le faire.

Au mieux, ce ne sont que des menteurs, car un véritable syndicaliste dédaignera toujours des honneurs et des postes accordés par ceux-là mêmes qui exploitent l'humanité. Au pire, ce sont des renégats, quand ils poussent l'impudence jusqu'à se réclamer indirectement ou pas-



• **C.S.:** Quels sont les bureaux qui ont réellement fait le boycott de la distribution ?

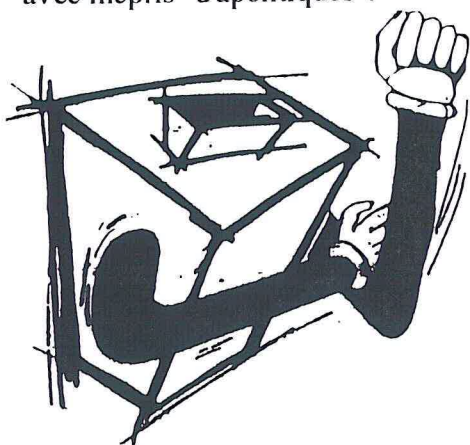
• **F:** A ma connaissance uniquement Ranguieuil. Mais bizarrement, l'information a mal circulé. Nous étions les plus motivés, et pour le premier tour des élec-

fois que, lors des prochaines élections, les plis ne soient oblitérés, pour nous mettre devant l'obligation de les porter ou d'entamer une grève traditionnelle non sélective, ce qui porterait préjudice aux usagers et non pas seulement aux partis politiques.

de la C.N.T./A.I.T. ou du syndicalisme révolutionnaire.

L'exemplarité de ce conflit, mené à la base et par la base est double.

Il montre bien la réalité de ceux qui vivent la démocratie comme les patrons vivent le libéralisme, c'est-à-dire en profiteurs. Mais cette réalité commence à être perçue de plus en plus clairement par divers secteurs de la population, y compris ceux que les politiciens qualifient habituellement et avec mépris "d'apolitiques".



Deuxièmement, ce conflit montre qu'on ne peut pas à la fois prétendre se faire élire sur un programme politique et défendre les travailleurs et les chômeurs car, implicitement, on passe du côté des salons et des parlements. Il est intéressant de constater que toutes les listes en présence -y compris celles qui comprenaient de nombreux "syndicalistes" se sont bien gardées de soutenir les travailleurs dans leur "juste revendication", comme on dit habituellement. Mouton et bouche cousue a été la règle d'or. Manifestement, les intérêts des travailleurs et de ceux qui prétendent les défendre et les représenter n'étaient pas les mêmes!

"Nous ne mangeons pas de ce pain là"

Nous ne mangeons pas de ce pain là. Pour nous, le combat pour la justice sociale et les libertés individuelles ne se mène pas dans des joutes électoralistes -professionnelles ou politiques- mais dans la réalité sociale, dans la vie au quotidien.

Freddy K.

"...ET S'IL S'AVERAIT QUE CETTE EXPÉRIENCE ME CONDUISE À DEVENIR UN SALAUD OU PIRE UN PETIT NOTABLE MERDIQUE, JE VOUS REMERCIE DE BIEN VOULOIR ME CRACHER À LA GUEULE, POUR LUI MÊME,

**APRÈS DES HEURES DE DISCUSSION
AVEC D'AUTRES LIBERTAIRES,
— Signé Daniel BIRO.**

Cet extrait est tiré d'une profession de foi intitulée " JE SUIS LIBERTAIRE ET CANDIDAT SUR UNE LISTE MUNICIPALE A EVRY (*1) VOICI POURQUOI ET DANS QUELLE LIMITE". Elle a été réalisée par Daniel BIRO (*2), ex-trésorier Confédéral de la C.N.T.-Vignoles, celle-ci étant scissionniste de la nôtre depuis Février 93. La candidature de ce personnage se passant dans notre région, il nous semble indispensable de nous démarquer totalement de ses pratiques politiciennes. Les arguments avancés par celui-ci ne sont pour nous qu'un tissu d'aberrations et de contradictions. Il nous est impossible d'en énumérer les principales tant elles sont nombreuses. Par contre, si nous sommes aussi hostiles à toute élection, c'est que nous sommes convaincus qu'elles ne peuvent nous emmener qu'au réformisme et ne résoudront rien. Elles génèrent entre autre des électeurs ou citoyens passifs, à responsabilité limitée et des élus irrévocables, cibles de toutes les pressions et de ce fait, manipulables. De plus, la perversité de ce système (dit démocratique) amène toujours à l'élitisme, au clientélisme et à l'autoritarisme. Pour le communisme libertaire que nous espérons, il nous paraît très ambigu et contradictoire de cautionner voire de gérer ce système que nous combattons. De plus, il est inutile de rappeler qu'il n'est pas indispensable d'être élu au conseil municipal pour rapporter ce qu'il s'y dit et se décide. Tout habitant peut assister en tant qu'observateur, mis à part quelques séances à huis-clos traitant du budget, ce dernier étant l'un des privilèges de nos chers élus républicains. Comme l'affirme notre phénomène, " JE ME SUIS DÉVOUÉ POUR MONTER AU FEU" Nous n'avons que faire de ces pratiques individualistes alors que la C.N.T. prône toujours la lutte collective.

Interco Essonne

(*1) Ville de 45 000 habitants. Les phrases entre guillemet sont tirées du texte de Daniel BIRO. Texte disponible sur simple demande au Syndicat Interco C.N.T. Essonne : C.N.T., 5 Chemin de la Bonde, 91490 DANNEMOIS.



1 — Alors que la hausse ridicule du SMIC est absorbée avant d'avoir été touchée par les diverses augmentations (TVA, prix, prélèvements...), alors que les RMistes sont menacés de non-paiement de leurs droits par le ministre de l'intégration, les grands patrons font fortune grâce à quelques petits trucs. —

CAPITALISME

LA ROULETTE DU BONHEUR.

Quand il s'agit d'enrichir les riches, le capitalisme et son complice l'Etat ne manquent en effet jamais les bonnes idées.

Avec les "Stock-Options", ils ont inventé la roulette du bonheur, celle avec laquelle on ne perd absolument jamais. Et avec laquelle on réalise des fortunes colossales, en un jour, sans rien faire.

Vous avez bien lu : en un jour et sans aucun travail.

Ce qui peut sembler extraordinaire à l'honorable lecteur de cette modeste revue est pourtant excessivement simple : Il suffit d'avoir une bonne réglementation (*l'actuelle est excellente*), une très bonne situation (*grand patron ou cadre très supérieur*) et une absence totale du moindre sens moral.

En ce qui concerne la réglementation, les choses sont bien rodées : les hauts fonctionnaires concoctent les dossiers dans le plus grand secret, les ministres prennent les décisions qui les arrangent, les députés et sénateurs les entérinent par un vote. Tout ce petit monde a bien travaillé. Le résultat est en effet une petite merveille : la réglementation financière française est une des plus opaques du monde... et des plus profitables. Les patrons savent s'en servir à merveille et le populo n'y comprend rien.

Les "stock-options", créées au début des années 80, sont un des fleurons de cette réglementation.

Essayons de décortiquer un peu ce système. En fait, cet anglicisme cache un "droit d'achat" très particulier.

Prenons un exemple.

Vous êtes P.D.G. d'une multinationale. Votre salaire

n'est "que" d'un peu plus d'un million de francs par mois (c'était par exemple celui de Pierre Suard à Alcatel-Alsthom). Vous décidez, avec les copains du Conseil d'Administration de votre trust que vous méritez beaucoup plus. Les "stock-options" sont là pour ça ; voici comment cela se passe :

Vous décidez de vous vendre - à vous même et aux copains du Conseil d'Administration - des actions de votre propre entreprise.

Vous fixez d'abord le prix de vente. Comme vous n'avez pas fait des études pour rien, vous le fixez à un niveau avantageux pour vous : 20 % de moins que le cours réel est une pratique courante. Si l'action de votre entreprise vaut 200 francs à la bourse, vous décidez que, pour vous, ce sera 160 francs.

Puis vous fixez les autres règles de ce curieux marché. Par exemple, vous dites que vous vous réservez 20 000 actions par an, mettons pendant cinq ans.

Le prix de départ est fixé une fois pour toute. Si la quatrième année l'action de votre entreprise est cotée 350 F. en bourse, les 20 000 vôtres vous seront toujours réservées à 160 francs ... ça commence à devenir intéressant.

D'autant plus intéressant que, pendant tout ce temps, vous ne déboursez rien. Les actions vous sont réservées, mais vous ne les payez pas encore. Au bout des cinq ans, vous avez 100 000 actions (5 fois 20 000) qui vous attendent.

Si par hasard le cours de la bourse n'est pas intéressant pour vous (catastrophe ! l'action de votre entreprise n'est plus cotée qu'à 159 F), vous annulez purement et simplement votre droit d'achat. On ne parle plus des 100 000 actions. Vous ne devez rien à personne. Vous n'avez pas perdu un centime.

Généralement, pendant ces cinq années, le cours a augmenté. Il peut être, dans notre exemple, à 400 F. Vous décidez alors d'acheter vos 100 000 actions à 160

francs (vous déboursez donc 16000 000 francs) et vous les revendez en bourse, le jour même si vous le voulez, à leur véritable valeur boursière, soit 40 000 000 francs. Le bénéfice, plus que confortable, est pour votre poche. Vous ne payez là dessus que 19,6 % d'impôts, sans aucune charge sociale !

Le tour est joué.

Cet exemple n'est pas aussi fantaisiste qu'il pourrait y paraître.

En 1988, la chaîne de télévision M6 décidait de fixer la valeur de l'action "stock-option" à 20 francs et d'en mettre 120 000 par an sur cinq ans à la disposition de ses patrons et cadres supérieurs. En 1993, l'action valait 260 francs. Cent quarante quatre millions de francs de bénéfice ont été réalisés à cette occasion.

Autre exemple : alors qu'il était directeur de Carrefour, l'actuel président de l'A.N.P.E., Michel BON a ainsi gagné, à lui tout seul 20 millions de francs grâce aux stock-options. Lui qui trouve que les chômeurs devraient être astreints à des travaux obligatoires pour "justifier" leurs maigres indemnités, n'a pas dû se faire beaucoup d'ampoules aux mains pour empocher ces 20 millions !

Economica Simplex.





INTERNATIONAL

Le Combat Syndicaliste

Biélorussie : répression policière.

G omel (Biélorussie), 1er mai 1995 : les forces spéciales de la police (OMON) ont, violemment et sans avertissement, chargé une manifestation pacifique d'anarcho-syndicalistes, de syndicalistes indépendants et de divers groupes de gauche. Sept militants ont été arrêtés et battus au poste de police. Aujourd'hui, ils sont inculpés "d'avoir perturbé la loi et l'ordre".

La répression sévit depuis plusieurs mois maintenant en Biélorussie. Vous pouvez écrire des lettres de protestation, aux délégations biélo-russes en France, afin de soutenir et d'aider les Amis de l'AIT de Moscou qui exigent la liberté de parole et d'expression, le droit d'organiser des syndicats ouvriers indépendants et le respect des droits de l'homme et des droits civils en Biélorussie.

Not war but class war!

L a Tchétchénie est non seulement producteur de pétrole, mais des kilomètres de gazoducs et d'oléoducs sillonnent son sous-sol, d'où "l'intérêt" que lui porte l'Etat russe.

Par ailleurs, cette guerre lui permet de développer une politique nationaliste et impérialiste en Russie. Le service militaire est passé de 1 an et demi à 3-4 ans, le sursis a été supprimé, le droit des réfugiés et des immigrés a été limité. Tout présumé combattant tchétchène peut être arrêté arbitrairement (mesure inscrite au Code Pénal). La police et l'armée sont renforcés, les mouvements de troupes à Moscou ne sont pas rares. Les partis politiques bolchéviques et fascistes sont, dans cette logique, favorisés. On peut se douter que les grèves et les mouvements sociaux sont systématiquement réprimés, et que quelque soit l'issue du conflit, l'Etat ne reviendra pas sur ces mesures répressives.

|| L'intervention militaire est im-populaire, bien que la majorité de la population russe se taise.

Certaines régions, cependant, ont refusé de fournir des contingents de soldats. A Moscou, Pétrograd et Nijni-Novgorod les anarcho-syndicalistes (Les Amis de l'AIT de Moscou / G.R.A.S.), les anarchistes (Défense Etudiante) et les écologistes (Rainbow Keepers) mènent une active campagne anti-guerre depuis le 10 décembre 94. D'autres associations, dont "Mémorial", où les Amis de l'AIT de Moscou sont présents, continuent aujourd'hui encore manifestations et protestations pacifiques.

(Infos extraites de AS Info, bulletin des Amis de l'AIT de Moscou, en allemand).

Rencontres anarcho-syndicalistes Est-Ouest

L es 4èmes rencontres anarcho-syndicalistes Est-Ouest auront lieu du 31 août au 4 septembre 1995 à Fuzesgyarmat à 200 kms de Budapest, Hongrie. Il est recommandé d'apporter un sac de couchage et une tente, bien qu'il y ait des lits disponibles dans des bungalows sur le terrain de camping. La station ferroviaire la plus proche est celle de Puspokladany. Le tarif est de 10 DM par jour (un repas végétarien chaud compris).

Ces rencontres sont organisées par les "Fossoyeurs" (du Capitalisme) et le groupe Est-Ouest de la FAU, section allemande de l'AIT. Pour plus d'informations : FAU-IAA, Internationales Sekre-tariat c/o Buchladen Le Sabot, Breitestr. 76, 53 111 Bonn - Allemagne

Serveur:

L a FAU, section allemande de l'AIT, a dorénavant un serveur où l'on peut trouver des infos, un résumé de son journal Direkte Aktion, et un accès à Spunk-Archiv (archives et mises à jour de textes anarchistes et anarcho-syndicalistes du monde entier).

Adresse Internet : <http://anarch.ping.de/fau>. Boîte à lettres (E-mail) de la FAU : faubn@anarch.ping.de.

D'autre part, la FAU édite un

bulletin d'informations en esperanto : **Gisdatigo** (c/o Will "Volo" Firth, Lychener Str. 73, D-10437 Berlin).

Espagne: contre la collaboration de classe

L es syndicats réformistes s'allient systématiquement aux pires patrons dès lors qu'ils détiennent, grâce aux élections professionnelles, la moindre parcelle de pouvoir dans l'entreprise. Le dernier numéro de "C.N.T." en apporte une nouvelle preuve dans la métallurgie à BILBAO : les "élus" U.G.T., U.S.O., E.L.A. et L.A.B. ont non seulement signé un pacte avec le patronat pour imposer des heures supplémentaires aux travailleurs mais ils persécutent les salariés qui s'y opposent. Ainsi, plusieurs compagnons -dont un certain nombre présentaient une invalidité partielle- ont été mutés avec la complicité des "camarades élus" sur les postes de travail les plus durs pour essayer de les briser.

Comme conclut avec humour le journal "C.N.T.", avec de tels syndicalistes, il n'y a plus besoin de patrons !

Grèce: création d'un premier groupe anarcho-syndicaliste

I l n'y avait plus d'organisation anarcho-syndicaliste en Grèce depuis ...1918. Un groupe autonome d'intervention anarcho-syndicaliste vient de se créer, en vue de rejoindre à terme l'A.I.T. Les premières activités de ce groupe se sont soldées par -déjà- une arrestation. Mais le moral reste bon et l'activité devrait se développer dans les prochains mois.

(Informations transmises à la Rédaction par le Secrétariat aux relations internationales -par intérim- et par des U.I.)

